



## Décision individuelle N° 2022-348

**Pétitionnaire** : AEGIS-GROUPE M. BARRY Benjamin Géotechnicien/Président pour l'entreprise GARELLI  
**Adresse** : 39 av. Teiras 06300 NICE  
**Nature de la demande** : survol drone  
**Intitulé du projet** : Travaux de sécurisation du poste RTE de Valabre  
**Localisation** : Valabres

La directrice de l'établissement public du Parc national du Mercantour,

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3 et 15,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Vu** la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

**Considérant** la demande formulée en date du 16 mai 2022 par M. BARRY Benjamin société AEGIS-GROUPE,

**Considérant** que le survol répond aux besoins d'une expertise scientifique et peut être autorisé conformément à la modalité n°29,

**Considérant** toutefois la nécessité d'encadrer l'activité pour garantir sa compatibilité avec les objectifs de protection des patrimoines du cœur, notamment la faune sauvage sensible à tout dérangement,

**Considérant** que la demande porte sur la réalisation de travaux préparatoires, préalables à l'installation de dispositifs de protection contre les chutes de blocs dans l'enceinte du poste électrique de Valabres,

**Considérant** que ces dispositifs relèvent de la sécurité civile, sans toutefois que le demandeur puisse en préciser les caractéristiques avant que ne soient finalisés des relevés spécifiques permettant d'évaluer précisément le niveau de risque et donc le dimensionnement des protections,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

La société AEGIS-GROUPE représentée par son président M. BARRY Benjamin est autorisée à réaliser un repérage en drone des éperons rocheux, dans le cadre des travaux de confortement de la falaise située au-dessus du poste électrique de Valabres.

## Article 2 : Prescriptions

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

### 2.1 Éléments d'identification

nom du pilote : BARRY benjamin  
type d'appareil : Drone DJI MAVIS Air2

2.2. Le pilote est tenu de respecter strictement l'itinéraire de survol figurant au **plan annexé à la présente**.

2.3. Sauf cas de force majeure relevant de la sécurité du vol, aucune autre zone ou trajectoire de vol n'est autorisée à moins de 1000 m du sol au-dessus du cœur du Parc national.

## Article 3 : Durée

La présente autorisation est délivrée pour 1 journée, durée de vol du drone de 2h, qui se déroulera dans la période du 9 au 20 septembre 2022.

En cas de force majeure, le report des survols **après cette période** est autorisé sous réserve d'informer le service territorialement concerné du Parc national du Mercantour par écrit et 24h à l'avance.

Contacts service territorial :

chef de S.T : OPOLKA Boris ([boris.opolka@mercantour-parcnational.fr](mailto:boris.opolka@mercantour-parcnational.fr))

adjoint : TURPAUD Anthony ([anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr](mailto:anthony.turpaud@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.93.02.42.27

## Article 4 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## Article 5 : Autres obligations

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

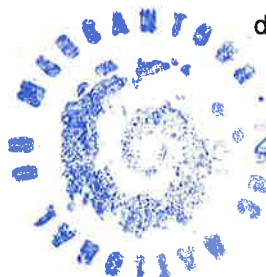
## Article 7 : Responsabilité

L'établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

## Article 8 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 8 septembre 2022



La directrice-adjoint  
du Parc national du Mercantour

  
**Sandrine GRANDFILS**

Copie :

- service territorial Tinée

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.



